

DISSERTATION

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Sujet = Dans quelle mesure peut-on parler de moyennisation de la société française ?

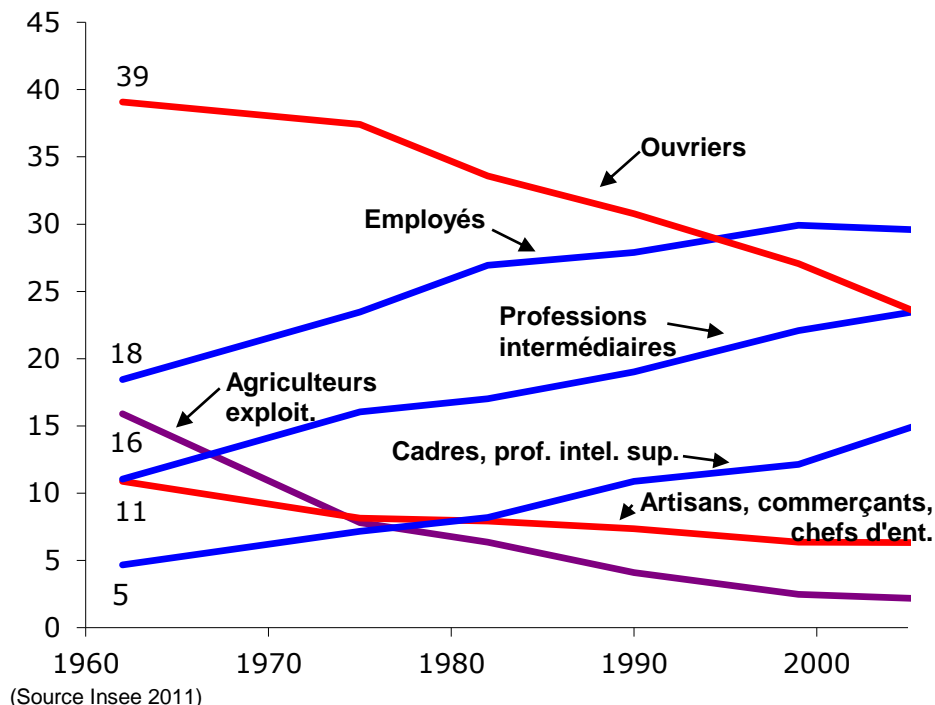
DOCUMENT 1 -

Pour Jean Jaurès, " *La société française, et en général la société européenne, se compose de trois classes : le prolétariat, la classe moyenne et la classe capitaliste. Ces trois classes communiquent entre elles par des degrés intermédiaires ; elles n'en sont pas moins parfaitement distinctes [...]. La classe moyenne se compose de tous ceux qui, ayant un certain capital, vivent beaucoup moins de ce capital que de l'activité qu'ils y appliquent. Ce sont : les petits entrepreneurs, les petits commerçants, les petits industriels, les boutiquiers qui ont une certaine clientèle [...], les propriétaires cultivateurs qui ont un domaine suffisant pour y vivre, eux et leur famille [...]. Enfin, la classe moyenne comprend tous les employés assez appointés pour pouvoir faire quelque épargne et attendre sans trouble une place nouvelle, tous les membres des professions libérales et des administrations publiques assimilées à ces professions [...]. Leur capital a été bien souvent absorbé par les frais d'éducation, mais cette éducation même le représente. [...]. A l'inverse du prolétariat, la classe moyenne est caractérisée, au point de vue économique, par une sécurité relative de la vie et par une assez large indépendance*".

Selon Serge Berstein, les classes moyennes se définissent selon trois critères : le premier est « *la conscience de classe moyenne, c'est-à-dire le sentiment clairement perçu par les intéressés d'appartenir, au sein de la société française, à des catégories intermédiaires qui ne se confondent ni avec les prolétaires, ni avec les strates supérieures de la société* ». Le deuxième critère est « *l'aspiration à la promotion sociale [...], l'objectif étant de parvenir à s'agréger aux strates supérieures, [...], cette volonté passe, à chaque époque, par la tentative d'imitation du mode de vie du groupe considéré comme le modèle ou l'archétype de la strate de la société à laquelle on entend accéder* ». Le troisième critère est « *la vive conscience de la fragilité du statut ainsi établi. Pour ceux qui considèrent qu'ils ont échappé au sort peu enviable des strates inférieures de la société, la grande crainte est de retomber à ce niveau, de refaire en sens inverse le chemin parcouru, de descendre l'échelle sociale* ».

(Source : Régis Bigot, *Une comparaison des hauts revenus, des bas revenus et des "classes moyennes"*, CREDOC, Novembre 2007)

DOCUMENT 2 - L'évolution de la part des PCS dans l'emploi en France (1962-2009) (en %)



DOCUMENT 3 -

Les dix dernières années des « Trente Glorieuses », les années 1970, ont permis une ascension sociale inédite pour les classes moyennes et populaires. Le pouvoir d'achat progresse de 4,3 % par an entre 1945 et 1975, soit un doublement en vingt ans : l'avenir des enfants est nécessairement meilleur que celui des parents. C'est l'époque où un jeune ouvrier accède immédiatement au rêve d'une vie de ses parents : acheter une voiture. Le premier boom scolaire, qui voit la part d'une génération accédant au baccalauréat passer de 13 à 28 %, n'engendre pas de dévaluation des titres scolaires : il y a aussi deux fois plus d'emplois de cadres et de professions intermédiaires qui sont créés. Le taux de chômage des jeunes sortant de l'école ne dépasse pas 5 %. Par rapport aux parents entrés dans la vie active dans les années 1930, qui ont connu la crise, puis la guerre et la reconstruction, les perspectives de vie sont totalement différentes. [...]

Cette situation est le résultat du projet socio-économique né dans les années 1940 [...]. Ce projet suppose le développement d'un capitalisme d'Etat capable d'investir, de produire et d'employer une immense classe moyenne grâce au développement des infrastructures (SNCF, EDF), de l'innovation (CEA¹, PTT, Aérospatiale), de l'industrie (Renault, la sidérurgie).

Ces investissements assurent des emplois qualifiés pour les ouvriers, qui deviennent contremaîtres et techniciens, comme pour les employés, qui deviennent fonctionnaires et cadres. Et ce projet est un succès.

(Source : Louis Chauvel, « Les frustrations des classes moyennes peuvent déstabiliser une société », *Le Monde de l'économie*, 25 juin 2005).

CEA¹ : commissariat à l'énergie atomique

DOCUMENT 4 - Pratiques culturelles à l'âge adulte et équipement des ménages selon la catégorie sociale (en %)

	Bas revenus		Classes moyennes		Hauts revenus	
	1980	2007	1980	2007	1980	2007
Propriétaire de leur logement	45	33	46	46	51	70
Dispose d'une automobile	60	63	73	81	83	91
Dispose d'un mobile ¹	2	76	2	76	6	84
Dispose d'un ordinateur	4	40	9	48	35	85
Part en vacances ²	41	42	59	52	82	86
Visite d'un musée ³	25	25	30	29	64	66

(Source : CREDOC, Conditions de vie et aspiration des français, 2009)

Mobile¹ = Téléphone mobile

Vacances² = Dans les douze derniers mois

Musée³ = Au moins une fois dans l'année

DOCUMENT 5 -

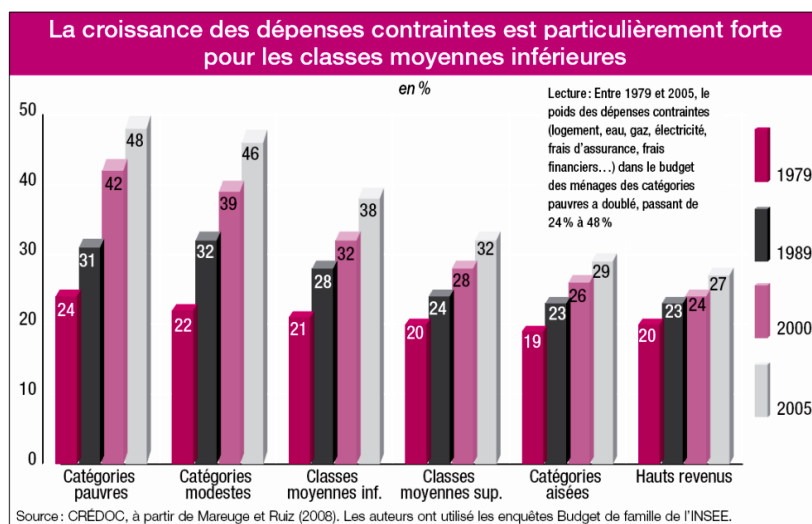
Une part du malaise social français est aussi liée au ralentissement du processus de rattrapage entre catégories sociales, comme l'a analysé le sociologue Louis Chauvel. Au milieu des années 50, les cadres touchaient en moyenne quatre fois plus que les ouvriers, mais ces derniers pouvaient espérer rattraper le salaire moyen des cadres de 1955 vers 1985, compte tenu du rythme de progression des salaires. Au milieu des années 90, les cadres ne touchaient plus « que » 2,6 fois le salaire moyen des ouvriers, mais il fallait à ces derniers trois siècles pour espérer arriver à ce niveau. Le temps de rattrapage entre catégories sociales a été multiplié par dix, avec le ralentissement de la croissance.

Les couches sociales moyennes sont composées pour partie de catégories issues des milieux parfois très modestes, qui ont progressé par leur travail et la forte croissance des Trente Glorieuses. Les mêmes observent aujourd'hui avec désespoir que bon nombre de leurs enfants « galèrent » entre stages plus ou moins sérieux, CDD et chômage et ne sont pas promis à la même progression sociale qu'eux, voire sont menacés de régression. Une partie du ressentiment de la jeunesse défavorisée vient du « no future » qui les attend : les jeunes savent qu'il existe une autre société, mais qui n'est pas pour eux.

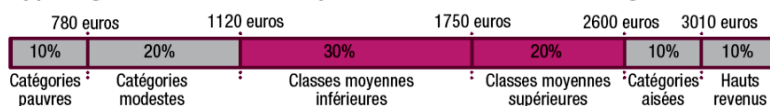
Le ressentiment social dans la France de 2006 repose d'abord sur des bases objectives : non seulement les inégalités sont fortes et tendent à s'accroître après des décennies de baisse, mais l'ascenseur social est en panne. Il découle aussi du décalage qui augmente entre les discours officiels sur l'égalité des chances et la réalité quotidienne vécue par les catégories populaires et moyennes.

(Source : Louis Maurin, *La France inégale*, Alternatives économiques n° 244, février 2006)

DOCUMENT 6 -



Une typologie des classes moyennes et des autres catégories de revenus



Lecture : Les classes moyennes inférieures rassemblent 30 % de la population et comprennent les personnes dont les revenus mensuels avant impôt sont compris entre 1 120 € et 1 750 € (pour une personne seule).

Note : Ces seuils ont été calculés par rapport à la dernière enquête de l'INSEE sur les revenus fiscaux et sociaux (2006).

PEUT-ON PARLER DE MOYENNISATION DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ?

Introduction :

- ✓ *Amorce* = Alexis de Tocqueville définissait, au début du XIXe siècle, les sociétés démocratiques par une tendance à l'égalisation des conditions. Les oppositions entre les classes sociales devaient s'atténuer et les frontières entre ces *groupes sociaux de grande dimension* s'effacer. A l'opposé, Karl Marx, insistait sur l'opposition entre la classe dominante, la bourgeoisie, et celle exploitée, le prolétariat. La classe moyenne, coincée entre les possesseurs du capital et le prolétariat ne pouvait que se rallier à une des classes centrales du capitalisme. A partir des années 1950, le développement des couches moyennes salariées et la disparition progressive des petits indépendants, ont semblé donner raison au premier. La société française prenait la forme d'une « toupie » selon Henri Mendras avec en son centre une classe moyenne dominante.
- ✓ *Problématique* = Les classes moyennes occupent-elles réellement une place centrale dans la société française aujourd'hui, reléguant les classes populaires et les classes dominantes au rang de groupes sociaux de moindre importance ? Quels sont les facteurs qui ont pu jouer en faveur de cette moyennisation ? Sont-ils toujours à l'œuvre ces derniers temps ? Les classes moyennes ont-elles mis fin à la polarisation des classes ?
- ✓ *Annonce du plan* = S'il est incontestable que les classes moyennes ont pris une importance croissante dans la deuxième moitié de XXe siècle, leur position sociale semble aujourd'hui moins assurée.

1 – Un processus de moyennisation de la société française pendant les trente glorieuses...

A – Un groupe social réel en expansion.

Phrase introductive = Une classe sociale est un groupe social de grande dimension qui rassemble des individus ayant des positions sociales semblables, une conscience d'avoir les mêmes intérêts et de les défendre, et une relative hérédité des positions. Peut-on appliquer ces critères aux classes moyennes ? Peut-on parler d'un processus de moyennisation ?

- ✓ *Les classes moyennes regroupent des individus n'ayant pas les mêmes positions sociales.* Elles sont constituées d'une petite bourgeoisie traditionnelle composée d'indépendants (artisans, de commerçants et agriculteurs aisés) et de couches salariées qui, dans les organisations productives, occupent des emplois intermédiaires. Les premiers sont propriétaires de leurs entreprises, les seconds sont salariés. Les premiers sont en déclin numérique (27% des emplois en 1962, moins de 10% de nos jours), les seconds sont en expansion (les seules professions intermédiaires ont vu leur part dans l'emploi passer de 11% à plus de 20% de nos jours) (**Doc 1 et 2**). Cette hétérogénéité est-il un obstacle à l'existence de classes moyennes ?
- ✓ *Pourtant, ces individus se rapprochent par leur position intermédiaire dans la hiérarchie sociale et dans la hiérarchie des revenus.* Ils n'appartiennent ni aux classes supérieures, ni aux classes populaires. Les petits indépendants se trouvent coincés entre la concurrence des grandes des entreprises et les exigences de leurs salariés. Les professions intermédiaires subissent les ordres de leurs cadres supérieurs tout en étant au contact avec les salariés subalternes (employés et ouvriers). En 2006, si l'on s'en tient aux seuls revenus, les classes moyennes comprennent toutes les personnes dont les revenus étaient compris entre 1 100€ par mois et 2600€, soit...50% de la population (**Doc 1 et 6**).
- ✓ *De plus, la conscience d'appartenir aux classes moyennes s'étend bien au-delà des frontières de classe.* En France, les résultats de sondages d'opinion montrent que, depuis les années 1960, la part des personnes s'identifiant à la classe moyenne a doublé. Entre la moitié et les trois quarts des Français se classent spontanément parmi les classes moyennes. Un tiers des cadres, qui n'ont pas tous des fonctions de direction, 40% des employés (les employés de bureau sont plus qualifiés et côtoient les cadres) et 20% des ouvriers (les ouvriers qualifiés peuvent se sentir proche des techniciens) déclarent en faire partie. La participation à la consommation de masse, l'uniformisation des modes de vie et la sécurisation croissante des emplois favoriseraient ce sentiment d'appartenir à une vaste classe moyenne (**Doc 1**).
- ✓ *Enfin, les classes moyennes sont au cœur de la mobilité sociale ascendante et descendante.* Les fils de classes moyennes ont à peu près la même probabilité de connaître une mobilité ascendante qu'une mobilité descendante. Un tiers des enfants des classes moyennes accèdent aux classes supérieures et un tiers descendent dans les classes populaires (**Doc 3**).

B – ... qui a bénéficié de l'essor économique des Trente Glorieuses.

Phrase introductive = Selon Henri Mendras, on ne peut plus représenter la société sous forme d'une pyramide mais plutôt sous celle d'une toupie. A l'exception d'une petite élite représentant 3% de la population et d'une frange d'exclus (7%), la société française se regrouperait au sein d'une vaste classe moyenne qui serait un lieu d'innovations sociales se diffusant dans toute la société. En conséquence, les frontières entre les groupes sociaux seraient moins rigides. Comment expliquer cette moyennisation ?

- ✓ *Tout d'abord, les classes moyennes ont profité du fort mouvement de salarisation de la population.* En 1962, moins des trois quart des actifs occupés étaient des salariés. De nos jours, plus de 90% le sont. Ce sont les emplois salariés qualifiés (professions intermédiaires, cadres) qui ont progressé le plus vite. Ils représentent de nos jours plus du tiers des emplois contre 16% des emplois en 1962, en partie sous l'effet du développement des emplois publics. L'essor du progrès technique et de l'Etat-Providence ont obligé les entreprises et les administrations publiques à recruter des salariés de plus en plus qualifiés (**Doc 2 et 3**).
- ✓ *Ensuite, l'élévation du niveau de vie et la réduction des inégalités ont favorisé l'homogénéisation des modes de vie.* La hausse des salaires, y compris des salaires ouvriers, due à la croissance économique a été un facteur d'augmentation du pouvoir d'achat et de la consommation. Plus des trois quart des français accèdent à l'automobile. Plus de la moitié partent en vacances...La consommation de masse uniformisent les pratiques sociales. Les classes moyennes imitent les classes supérieures dans l'accès à la culture ou aux loisirs : en 1980, 50% des individus y appartenant partent en vacances contre 64% pour les individus appartenant aux classes aisées (**Doc 3 et 4**).
- ✓ *Enfin, le développement de l'Etat providence et de la protection sociale a contribué à atténuer les disparités sociales.* La sécurité de l'emploi a fortement progressé avec l'absence de chômage et la généralisation du contrat à durée indéterminée et les protections qui s'y rattachent. Les transferts sociaux ont pris en charge un nombre croissant de risques (chômage, maladie, vieillesse). L'accès à l'école s'est démocratisé : hausse de la part des bacheliers dans une génération ; mobilité sociale ascendante pour beaucoup d'enfants d'ouvriers ou d'employés qui accèdent à des emplois de professions intermédiaires, voire de cadres, croissance du nombre de diplômés... (**Doc 3**).

Phrase de transition = L'expansion des classes moyennes est indéniable. La réduction des disparités socioéconomiques a sans conteste permis aux catégories populaires les moins défavorisées de se rapprocher du niveau de vie des classes moyennes et à ces dernières de se rapprocher du niveau de vie bourgeois. Mais, peut-on dire pour autant que les frontières de classe ont disparu ? Le processus de moyennisation est-il durable ? N'est-on pas en train d'assister à un retour de la polarisation des classes ?

2 – Partiellement remis en cause depuis les années 1980

A – La moyennisation connaît un essoufflement.

Phrase introductive = Les années 1980 ont été marquées par un ralentissement de la croissance, la montée du chômage et des emplois précaires, la remise en cause des acquis de l'Etat-Providence, la mondialisation des économies. Quel a été l'impact de tous ces changements socioéconomiques sur les classes moyennes ?

- ✓ *Economiquement, le fort ralentissement du pouvoir d'achat a diminué les perspectives d'un enrichissement continu.* Louis Chauvel, dans « *Les classes moyennes à la dérive* » a montré que là où il fallait 20 ans pour voir son salaire réel doubler, il en faut maintenant 140 ans. La progression du chômage et de la précarité ont principalement touché les jeunes générations qui n'ont plus les mêmes perspectives d'enrichissement que leurs parents. De plus, la forte hausse des prix pour les dépenses contraintes (logement, eau, gaz, électricité...) grève le budget des classes moyennes. L'accès à la propriété au logement stagne depuis 1980 et le taux de départ en vacances diminue de deux points entre 1980 et 2007. Aujourd'hui, on assiste à un risque de prolétarianisation pour les couches inférieures des classes moyennes. (**Doc 4, 5 et 6**)
- ✓ *Socialement, on assiste à un relatif déclassement des classes moyennes salariées.* D'une part, « l'inflation des diplômes » a entraîné leur dévalorisation marchande. La croissance du nombre de diplômés est supérieure à celle du nombre d'emplois qualifiés. Le diplôme n'est donc plus un sésame suffisant pour accéder à la position de cadre et même à une position intermédiaire. D'autre part, le nombre de postes de cadres et de professions intermédiaires a moins progressé. La politique de suppression d'un poste de fonctionnaire sur deux au moment de leur départ à la retraite aggrave le phénomène. En conséquence, les perspectives d'ascension sociale se sont bloquées et la peur du déclassement s'est accrue. Enfin, les cadres, en se banalisant, ont perdu leur prestige social. Ils se sentent socialement de plus en plus éloignés des « cadres dirigeants » (**Doc 1, 2 et 5**).
- ✓ *Politiquement, la croyance en un progrès continu est remise en cause.* Les classes moyennes étaient porteuses d'un modèle qui était fondé sur un individualisme généreux, une émancipation générale, la promotion collective d'un objectif de réalisation de soi (individualisme, hédonisme, égalitarisme...). Les classes moyennes ne sont plus porteuses d'un projet politique d'émancipation.

B – Et une nouvelle polarisation apparaît

Phrase introductive = Le processus de moyennisation a pu faire croire à l'effacement des frontières de classe. La plus grande partie de la population aurait été englobée dans une immense classe moyenne. Peut-on parler d'un « retour des classes sociales » comme le fait le sociologue Louis Chauvel ?

- ✓ *Les classes populaires n'ont pas disparues.* Elles occupent toujours une place importante, entre 30% (si l'on raisonne en termes de revenus) et 50% de la population (si on raisonne en termes de PCS en additionnant les employés et les ouvriers). Elles connaissent actuellement une certaine paupérisation sous l'effet du chômage, de la précarité, du développement des emplois à temps partiel et de la montée des dépenses contraintes qui les touchent particulièrement. Les catégories modestes consacrent près de la moitié de leur budget aux dépenses contraintes contre 22% en 1979. En conséquence, la part de propriétaires de leur logement dans cette catégorie régresse de 12 points entre 1980 et 2007 (**Doc 4, 5 et 6**).
- ✓ *Les classes moyennes inférieures sont en train de se prolétarianiser.* Elles subissent une moindre progression de leur pouvoir d'achat et une augmentation de la part des dépenses contraintes dans leur budget supérieure à celle des classes moyennes supérieures (17 points contre 12 points entre 1979 et 2005). Une grande partie des employés et une partie des professions intermédiaires connaissent les mêmes difficultés que les ouvriers précaires (**Doc 6**).
- ✓ *La grande bourgeoisie reste toujours une classe sociale à part entière, très éloignée de tout processus d'uniformisation.* Les inégalités de patrimoine sont beaucoup plus fortes que les inégalités de revenus. 70% des cadres possèdent leur logement contre 46% des classes moyennes en 2007. Ces inégalités se cumulent avec des inégalités culturelles (66% des cadres vont au moins une fois au musée dans l'année contre 29% pour les classes moyennes en 2007) et sociales (les cadres ont des réseaux sociaux plus étoffés que les classes moyennes). Ainsi, selon Pierre Bourdieu, les classes moyennes ne peuvent avoir une position dominante et centrale dans la société car elles se caractérisent par l'imitation de la bourgeoisie qui possède la « vision légitime du monde » sans avoir les moyens matériels pour la rejoindre (**Doc. 4**)

Conclusion :

- ✓ *Rappel de la démonstration* = La société française a connu à partir des années 1950 un développement des catégories salariées occupant une position intermédiaire dans le processus de production, entre une classe dirigeante et une classe populaire occupant les emplois d'exécution non qualifiés. De profondes transformations socioéconomiques ont favorisé ce processus, notamment la salarisation de la population active, la forte croissance des emplois qualifiés et la hausse du niveau de vie, accompagnées d'une massification progressive de l'enseignement secondaire et supérieur. Toutefois, aujourd'hui ce processus est remis en cause par les transformations du marché du travail. Le chômage de masse et le développement des emplois précaires et à temps partiel fragilisent la position des salariés, freinent la progression du pouvoir d'achat et accentuent les inégalités de revenus. De son côté, la massification de l'enseignement crée un effet pervers : la baisse de rentabilité des diplômés à l'embauche. Tous ces facteurs freinent la mobilité sociale ascendante des classes populaires, pendant que les classes moyennes sont fragilisées dans leur position sociale.
- ✓ *Ouverture* = Au-delà des classes sociales, d'autres clivages traversent les sociétés contemporaines et retiennent l'attention des sociologues. C'est notamment les cas des inégalités entre les classes d'âge puisque les difficultés sur le marché du travail touchent particulièrement les jeunes de moins de trente ans, même lorsqu'ils sont qualifiés, retardant, voire compromettant, leur accès à l'autonomie et leur intégration sociale.